



Seule la Lybie reste en retrait de l'UPM comme "membre observateur".

## Une diplomatie ambitieuse

### La Méditerranée pour la paix ?

*"Processus de Barcelone : une Union pour la Méditerranée", tel est le nom du partenariat lancé en juillet 2008 entre l'ensemble des pays de l'Union Européenne et des rives méditerranéennes.*

*Le premier sommet, à Paris, est un succès unanime : la présence du Premier ministre israélien n'a pas empêché la quasi-totalité des chefs d'Etat arabes d'y assister. Pour autant, la paix au Proche-Orient n'est pas un objectif officiel de l'UPM.*

### Une union de projets plus qu'un projet d'union

Nicolas Sarkozy annonce ce grand projet diplomatique dès le soir de son élection, le 6 mai 2007. Il évoque alors une **"Union méditerranéenne"** qui **s'attire des critiques au nord comme au sud**. Dans un premier temps, la France élargit l'initiative à l'Espagne et l'Italie et rebaptise le projet Union pour la Méditerranée : l'accent est mis sur la promotion de projets concrets.

Au **sommet européen du 14 mars 2007**, les membres de l'UE imposent l'idée que cette union ne signe pas la mort mais la **relance du partenariat Euromed impulsé à Barcelone en 1995**.

### Des enjeux économiques et politiques

L'UPM accueille donc **43 états membres**, et non 22 comme prévu initialement. Lors de son lancement à Paris, elle a adopté une liste de **six projets concrets** tels que la dépollution de la Méditerranée et la promotion de l'énergie solaire.

**Ces projets étaient pour beaucoup déjà prévus**, tout comme l'objectif d'une zone de libre-échange pour 2010. La nouveauté viendrait de la diversification des sources de financement, et notamment de l'implication du secteur privé, ainsi que des coopérations au cas par cas.

La principale innovation est d'ordre institutionnel : la volonté de **parité nord-sud** est symbolisée par la répartition des co-présidences et des institutions entre les deux rives de la Méditerranée. Nicolas Sarkozy, le 13 juillet, insiste sur la portée de cette architecture : **"C'est ensemble que nous allons construire la paix en Méditerranée, comme hier nous avons construit la paix en Europe."**

### Quelle place pour Israël ?

"Le processus de normalisation avec Israël relève d'un autre débat", avait rappelé le ministre algérien des Affaires étrangères à l'issue d'une rencontre entre pays arabes en juin 2008. Ces derniers demandaient une **clarification des "conséquences de la présence d'Israël au sein de l'UPM."**

Les questions des territoires "disputés" de 1967 et de la création d'un état palestinien – qui avaient contribué à gripper le processus de Barcelone – ont donc été retirées du communiqué final. Il n'y est question que d'un **"soutien au processus de paix israélo-palestinien"**.

Des pas ont d'ailleurs été faits en ce sens les 12 et 13 juillet à Paris. Les contacts indirects entre le Syrien Bachar El-Assad et le Premier ministre israélien par l'intermédiaire de la Turquie s'y sont poursuivis.



Mahmoud Abbas, Nicolas Sarkozy et Ehud Olmert, le 13 juillet 2008 à Paris.